

DECLARATION COMMUNE DE L'INTERSYNDICALE UNSA-CGT-UNICAT-SUD

COMITE TECHNIQUE DU 21 mars 2019

Le service de la collecte des ordures ménagères connaît aujourd'hui un mouvement social très important. Depuis ce jour, 21 mars 2019, tous les agents de la collecte, encadrement compris sont en grève.

Pourquoi en sommes-nous arrivés à ce stade d'exaspération ? Et comment cela aurait-il pu être évité ?

Depuis plusieurs mois, tous les syndicats, à titre individuel ou collectif, ont alertés la direction sur les risques d'un conflit social à la collecte en mars 2019, à l'issue des astreintes de viabilité hivernale. Deux types de revendications se combinent :

- Des revendications, en lien avec des pertes sèches de pouvoir d'achat (suppression sans concertation d'une prime d'optimisation de la collecte, suppression du paiement des collectes de substitution servant à compenser les jours fériés, etc...).
- D'autres revendications portent sur les conditions de travail (vêtements de travail inadaptés, généralisation de la collecte en « mono ripeur », dangereuses pour la santé et la sécurité des agents, gestion autoritaire et rigide des congés, etc...)

Face à l'immobilisme de l'administration, un collectif s'est constitué à la collecte. Une pétition, signée par 170 agents, a été remise par le collectif à l'administration. Celle-ci a reçu ce collectif le 15 mars dernier, faisant fi du rôle des corps intermédiaires que sont les syndicats.

Nos organisations syndicales UNSA, CGT, UNICAT et SUD ont pris leurs responsabilités, en déposant un préavis de grève à la collecte, à compter du 25 mars prochain, pour éviter tout débordement et engager des négociations avec l'administration.

Depuis ce matin tous les dépôts se sont mis en grève totale. Aucun débordement n'a eu lieu, les agents sont restés calmes et sur leurs dépôts. Les agents souhaitant travailler n'en ont pas été empêchés. Pourtant, l'ensemble des personnels de la collecte est en grève, encadrement compris. Nous avons syndicalement assumés nos responsabilités. L'administration NON !

L'administration est entièrement responsable de la situation actuelle et de ce qui s'en suivra.

L'intersyndicale a été reçue hier, 20 mars 2019, pour « soi-disant » négocier. Aucune proposition de l'administration n'a été faite. L'intersyndicale, de son côté, a remis un projet de protocole d'accord en 5 points et demandé une ouverture de négociation immédiate.

Après une heure de suspension de séance, le Directeur Général des Services, le Délégué Général aux Ressources et la Directrice des Ressources Humaines ont reçu l'intersyndicale. Le Directeur Général, semblant découvrir de nombreux sujets de revendications, a renvoyé les discussions à celles en cours sur la revalorisation du régime indemnitaire de grade.

Malgré nos alertes, sur les risques d'enveniment du conflit et nos demandes de renvoi rapide d'un signal fort aux agents, sur la prise en compte d'une partie au moins de leurs attentes, en matière de pouvoir d'achat, de conditions de travail et de sécurité, rien n'a été proposé par l'administration.

Ce n'est malheureusement qu'une nouvelle preuve de l'irresponsabilité et du peu de cas que l'administration fait des organisations syndicales, les réduisant à de simples courroies de transmission.

Ce temps-là est révolu. On voit où cela a conduit au niveau national. Les mêmes erreurs sont en train de se commettre ici malgré nos alertes.

Nous le regrettons profondément. Mais, c'est aussi la preuve d'un profond mépris pour les partenaires sociaux, ce qu'ils représentent et sur l'absence de culture de la négociation de la part d'une partie de l'administration.

En discréditant les partenaires sociaux depuis plusieurs années, tout en tenant un discours sur l'importance du dialogue social, l'administration a la lourde responsabilité d'un climat social dégradé, de souffrances au travail grandissantes et d'une démobilisation des agents touchant l'ensemble des services de la Métropole.

C'est pourquoi nos organisations syndicales UNSA, CGT, UNICAT et SUD, cohérentes avec les dénonciations d'un système de relations sociales à bout de souffle, ne siègeront pas ce jour en Comité Technique et se réservent le droit d'élargir ce boycott à toutes les instances, tant que tous les éléments de discorde avec l'administration ne seront pas purgés.

En l'état des choses, l'intersyndicale attend une réaction rapide de l'administration pour une nouvelle et véritable réunion de négociation et demande, face au peu de crédit des négociateurs actuels que les élus concernés acceptent de recevoir l'intersyndicale dès aujourd'hui.

Le Secrétaire Général de l'UNSA

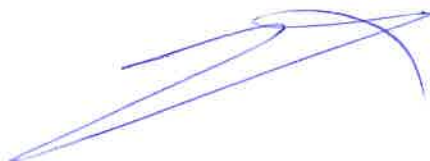
José RODRIGUEZ

Le Secrétaire Général de la CGT



Djamel MOHAMED

Le Secrétaire Général de l'UNICAT



Bruno COUDRET

Le Secrétaire Général de SUD

Launès KADOUR

